Prendre ses responsabilités

Avant toute chose, Action & Démocratie tient à faire part de son soutien indéfectible à tous les personnels agressés, blessés ou menacés au cours des dernières semaines, ainsi qu'à ceux dont l'établissement a été saccagé ou incendié à la suite d'un mouvement censé réclamer de meilleures conditions d'étude.

Mais il faut aussi dire les choses clairement : les lycéens n'ont pas à suppléer les organisations syndicales dans les combats qu'il appartient à celles-ci de mener. Et ceux qui les ont encouragés à manifester ou à bloquer leur établissement sous prétexte de les soutenir ont une part de responsabilité dans ces dérives. Ce n'est pas les assumer que de multiplier les condamnations verbales au lendemain des violences dont on a contribué à réunir les conditions la veille.

Des personnels dont le métier est d'instruire, d'éduquer et de protéger les élèves devraient être les premiers à refuser de les exposer alors qu'il existe d'autres moyens pour se faire entendre. Quant au droit d'expression et de manifestation, il ne donne pas celui d'interdire aux autres l'accès à leur lycée ou de les empêcher d'étudier et de travailler.

Cette exigence de clarté concerne aussi la journée de mobilisation interprofessionnelle du 5 novembre. Une mobilisation doit s'appuyer sur des revendications précises, des objectifs identifiés et des interlocuteurs auprès desquels les faire valoir. Or la diversité des mots d'ordre, l'absence d'objectifs suffisamment précis et la confusion des genres entretenue sous couvert de « convergence des luttes » ne nous permettent pas de nous associer à ce mouvement.

Action & Démocratie porte des revendications propres à l'Éducation nationale, notamment en matière salariale, qui ne se réduisent pas à l'augmentation du point d'indice dans la fonction publique, aussi nécessaire soit ce « dégel ». Sur les rémunérations, les carrières, les conditions de travail, la sécurité et l'autorité des personnels, nous avons des résultats à obtenir sans sacrifier notre indépendance à une unité de façade ou à des stratégies partisanes.

Notre Fédération des services publics CFE-CGC a néanmoins déposé un préavis de grève afin de couvrir les personnels qui décideront de participer à cette journée. Chacun demeure donc libre d'apprécier l'opportunité de s'y associer.

Nous savons que les personnels sont nombreux à se reconnaître dans cette conception du syndicalisme. Les élections professionnelles qui se déroulent du **03 au 10 décembre 2026** leur donneront la possibilité de se faire entendre. Ces élections ne servent pas seulement à désigner des représentants : elles déterminent le poids de chaque syndicat, et par conséquent son influence sur les décisions qui concernent les personnels mais aussi l'École. Encore faut-il savoir ce que chacun défend réellement en la matière et ce qu'il vote lorsqu'il doit se prononcer sur les textes.

Savoir qui vote quoi au CSE pour choisir ses représentants en connaissance de cause et non par habitude
www.actionetdemocratie.com

Action&Démocratie / CFE-CGC
Secretariat national (pour toute correspondance) : 9 rue de la Charente - 68270 WITTENHEIM • **Siège social :** 142 rue de Rivoli - 75001 PARIS
Tél. 09 50 88 61 54 ou 07 71 78 84 52 • **contact@actionetdemocratie.com** • **https://actionetdemocratie.com**